

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS HOUDANAIS – N°129/2025**

L'an deux mille vingt-cinq, le dix-huit décembre, à dix-neuf heures et trente minutes, le Conseil communautaire de la Communauté de Communes du Pays Houdanais légalement convoqué, s'est réuni à Richebourg sous la présidence de Monsieur Jean-Marie TÉTART.

Date de la convocation :
11/12/2025
Date d'affichage :
11/12/2025
Nbre de conseillers en exercice : 56

Ouverture de la séance :
Nbre de présents : 38
32 Titulaires,
6 Suppléants
Nbre de pouvoirs : 4
Nbre de votants : 42

Secrétaire de séance :
Josette JEAN

Étaient présents :
MM., FÉRÉDIE, NEDELLEC, MAILLIER, GEFFROY (à partir du point n°122), SETIAUX, LHOSTE, ANDRIN, GILARD, LANDRY (à partir du point n°115), CADOT, RENAULD, BERTRAND (à partir du point n°113), DUVAL Guy, TÉTART, LEHMULLER, LECOY, PELARD, VERPLAETSE, CHARRON, MYOTTE, LEFEBVRE, PFLIEGER, RIVIERE Julien, ROBIN, PASDELOUP, Mmes LUCAS, LEROUX (à partir du point n°122), HODIESNE (à partir du point n°122), JEAN, MOULIN, LEBRUN, DEBRAS, ROBERT, LE CADRE TOUZEAU, FLIS, COURTY, LE GUILLOUS, CORDIEZ.

Étaient absents ayant donné pouvoir :
M. TANCREDE délégué titulaire a donné pouvoir à M. TÉTART, Mme SIWICK déléguée titulaire a donné pouvoir à M. ANDRIN, M. HUARD délégué titulaire a donné pouvoir à Mme DEBRAS, M. RIVIERE Dominique délégué titulaire a donné pouvoir à M. RIVIERE Julien.

OBJET : DSP CENTRE AQUATIQUE 2017/2022 – SURCOUTS ENERGIE – CONVENTION D'INDEMNISATION

Le Conseil communautaire,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L1411-1 ;

Vu le contrat de concession de services relatif à la gestion du centre aquatique de Houdan conclu en 2017 avec la société ESPACES RECREA ;

Vu les avenants n°1 à n°4 audit contrat, approuvés respectivement les 26/02/2019, 01/07/2020 et 18/11/2021 ;

Vu la délibération n°41/2022 du 8 juin 2022 approuvant l'avenant n° 5 ;

Vu la délibération n°76/2022 du 21 septembre 2022 dénonçant la délibération n° 41/2022 ;

Vu le rapport d'audit comptable relatif aux charges énergétiques 2022 du centre aquatique ;

Vu l'avis favorable du bureau communautaire en date du 09/12/2025 ;

Considérant que la délégation de service public pour la gestion du centre aquatique Hodellia a pris effet au 1er janvier 2018 et s'est achevée au 31 décembre 2022 ;

Considérant que la hausse exceptionnelle et imprévisible des coûts de l'énergie en 2022 a entraîné une augmentation significative des charges supportées par le délégataire ;

Considérant que plusieurs tentatives de négociation entre la Communauté de Communes du Pays Houdanais et la société ESPACE RECREA relatives à la prise en charge des surcoûts énergétiques n'ont pas permis d'aboutir à la signature d'un avenant n°5 et que par conséquent, la DSP n'a pas été prolongée au-delà du 31 décembre 2022 ;

Considérant qu'un cabinet comptable indépendant a été missionné afin de vérifier les montants relatifs aux surcoûts énergétiques 2022 ainsi que l'indexation contractuelle appliquée cette même année ;

Considérant que l'audit a confirmé la réalité de l'augmentation des charges énergétiques tout en mettant en évidence une surestimation partielle des montants appelés par le délégataire ;

Considérant qu'il ressort de cette analyse que le surcoût énergétique net pouvant être pris en charge par la CCPH, après correction du trop-perçu sur l'indexation 2022, s'élève à un montant proche de 100 000 € ;

Considérant qu'afin de clore définitivement ce différend, il est apparu opportun de proposer à la société ESPACE RECREA une indemnisation forfaitaire globale de 100 000 € au titre des surcoûts énergétiques supportés en 2022 ;

Considérant que le délégataire a accepté cette proposition et qu'il convient, en conséquence, de formaliser cet accord par la conclusion d'une convention d'indemnisation,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

ARTICLE 1 : Rapporte la délibération n°76/2022 du 21 septembre 2022 approuvant l'avenant n°5 relatif à la prolongation de la DSP et au traitement des surcoûts énergétiques jusqu'au 31 mars 2023.

ARTICLE 2 : Approuve la convention d'indemnisation actant la participation de la CC Pays Houdanais au « Surcoût énergie » du centre aquatique pour l'année 2022 à hauteur 100 000 € tenant compte de notre audit comptable et du trop versé par la CCPH sur l'indexation 2022.

ARTICLE 3 : Autorise Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention à intervenir avec Espace RECREA.

A Maulette, le 18 décembre 2025,

Le Président,

Jean-Marie TÉTART



La secrétaire de séance,

Josette JEAN



Transmise à la Sous-Préfecture le : 23 DEC. 2025

Rendue exécutoire le : 23 DEC. 2025

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. Cette juridiction peut être saisie par voie postale ou par le biais de l'application « Télérécourts citoyens » accessible à partir du site www.telerecourts.fr